

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran - 9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 20/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VALTORET ENERGIES**

213 cours Victor Hugo  
33130 Bègles

Références : 81-CRARC-2024-108  
Code AIOT : 0003703504

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement VALTORET ENERGIES implanté Lieux-dits Puech Balmes et La forêt communale section B 1431 à 1434 et section C 125 81240 Saint-Amans-Valtoret. L'inspection a été annoncée le 14/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALTORET ENERGIES
- Lieux-dits Puech Balmes et La forêt communale section B 1431 à 1434 et section C 125 81240 Saint-Amans-Valtoret
- Code AIOT : 0003703504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALTORET Energies appartenant au groupe VALOREM a été autorisée à exploiter un parc éolien sur la commune de Saint Amans-Valtoret, constitué de 5 éoliennes de puissance unitaire maximale de 2,2 MW. Le parc a été mis en service en juin 2024. Le parc éolien de la société Saint Amans Energies, du groupe VALOREM, comporte également 5 éoliennes et est dans la continuité de ce parc.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Mise en demeure, déchets	6 mois
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article II.8.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
14	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
15	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
16	Suivi du chantier	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article II 3.5.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
17	Vérification du SDA	Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article II 4.5.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il s'agit de la première inspection depuis la mise en service du parc.

L'exploitant a procédé à une modification des conditions d'exploitation concernant la lutte contre les incendies sans en avertir le préfet. Il prévoit une réserve incendie pour le parc au lieu d'une par éolienne.

Au niveau de la maintenance, l'inspection a relevé une non-conformité relative à la gestion des déchets dangereux produits par le parc.

Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Données techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration Oreol
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
<b>Constats :</b>  Les données techniques sont communiquées par le pétitionnaire sur la plateforme Oreol. Ces données sont à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  L'inspection s'est rendue au poste de livraison et à l'éolienne E01 et a constaté que les voies

d'accès sont carrossables et entretenues. Les abords des installations sont propres et défrichés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.
<b>Constats :</b>  L'organisme indépendant SOCOTEC a établi une attestation de conformité électrique pour les installations du parc le 18/07/2024. La valeur de la résistance de la prise de terre est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que le poste de livraison et l'éolienne E01 sont maintenus fermés à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de

<p>pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'éolienne E01 est correctement identifiée. L'inspection a constaté que l'identification de l'éolienne est également présente sur le haut de la nacelle pour des éventuelles interventions par voie aérienne.</p> <p>Les prescriptions requises à observer par les tiers sont affichées sur les chemins d'accès aux éoliennes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'intérieur de l'éolienne E01 est propre et qu'il n'y a pas d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en service</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un arrêt ;</li> <li>- un arrêt d'urgence ;</li> <li>- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</li> </ul> <p>Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des</p>

<p>vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté des rapports des tests avant la mise en service. Ces tests comprennent notamment les essais d'arrêt, d'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis un régime de survitesse. L'inspection a constaté que ces tests sont conformes pour l'éolienne E01. La conformité des installations électriques du parc a été établie le 18/07/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 &gt; I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé le 17 juillet 2024, sur l'éolienne E01 le contrôle de l'ensemble des brides de fixations entre la pale et le roulement de pale, le contrôle de l'ensemble des brides de fixations entre le moyeu et le roulement de pale, le contrôle de l'ensemble des brides de fixations entre l'arbre principal et le moyeu et le contrôle de l'ensemble des brides de fixations entre la couronne d'orientation et le mât. Les résultats sont satisfaisants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 &gt; II.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des pales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mise en service du parc ayant eu lieu en juin 2024, le contrôle visuel des pales n'a pas encore</p>

été réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SIS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'une liste de systèmes instrumentés de sécurité, tenue à jour, avec la précision de leurs fonctionnalités, la fréquence des tests et les opérations de maintenance. Sont notamment présents le capteur de vent, le détecteur de vibration, les arrêts d'urgence, les systèmes hydrauliques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre de maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un registre dématérialisé des maintenances et l'inspection a constaté que la maintenance des 3 mois du 17 juillet 2024 de l'éolienne E01 y est consignée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manuel entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>



<p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le manuel d'entretien des éoliennes Vestas 100 - 2.2MW. La maintenance est effectuée par le prestataire Vestas. L'inspection a vérifié par sondage que les maintenances requises ont été effectuées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a expliqué à l'inspection que les déchets issus du parc de VALTORET ENERGIES sont acheminés sur le site de maintenance VESTAS à Béziers avant d'être expédiés pour destruction ou revalorisation.</p> <p>L'inspection constate que le site VESTAS n'est pas une installation autorisée pour stocker/traiter les déchets dangereux. Il est en effet nécessaire de s'assurer que ce type de déchets transite par des installations dûment autorisées à cet effet (cf. rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 14 : Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li> <li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le plan de prévention des risques datant du 10 juin 2024 reprenant les éléments requis par l'article 22 qui sont portés à la connaissance du personnel. L'inspection a constaté par sondage que les entreprises qui sont intervenues ont pris connaissance et l'ont émargé.</p> <p>Des consignes de sécurité sont également présentes dans l'éolienne E01.</p> <p>L'inspection a testé les numéros de téléphones affichés à l'intérieur du mat des éoliennes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'extincteurs au pieds de l'éolienne E01 ainsi que dans le poste de livraison avec des dates de vérification conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Suivi du chantier

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article II 3.5.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport écologie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les écologues est transmis à l'inspection de la DREAL en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société Artifex a réalisé le suivi environnemental du chantier et a établi un rapport de fin de chantier en juin 2024. Dans ses conclusions, la société Artifex mentionne notamment que "Le suivi environnemental du chantier de construction du parc éolien terrestre de Saint-Amans-Valtoiret, mis en place par ARTIFEX, n'a fait état d'aucune pollution, désordre ou dysfonctionnement majeurs." et "En conclusion, le milieu naturel sensible à proximité des zones travaux, repéré dès le démarrage des travaux, n'a pas été impacté ou détérioré."</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 17 : Vérification du SDA

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article II 4.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, test SDA avant mise en service</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la mise en service du SDA, le fonctionnement de la partie détection du SDA est vérifié par des simulations avec drone. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de simulation des tests du SDA par drone établi le 19 juin 2024. Les résultats sont satisfaisants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2021, article II.8.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une réserve d'eau incendie d'une capacité minimale 60 m3, de type citerne ou bache souple, est mise en place pour chaque éolienne. Cet équipement permet un mode de raccordement standard pour les secours et la mise hors gel de l'installation. Il est entretenu afin de disposer à tout moment des a pleine capacité (vérification du niveau d'eau, absence de fuite...). L'exploitant doit pouvoir justifier de cette maintenance. Lors des périodes de travaux, de maintenance ou de contrôle, des moyens d'extinction adaptés seront mis à disposition des personnels travaillant sur le site. Ces derniers disposeront en outre d'un moyen permettant d'alerter ou de faire alerter les secours (téléphone, radiotéléphone...). Des extincteurs, adaptés aux risques sont installés à proximité des locaux techniques (générateur, transformateur...).</p>

**Constats :**

Le site dispose d'une seule réserve incendie de 60m<sup>3</sup> au niveau du poste de livraison électrique. L'exploitant a indiqué que le service départemental d'incendie et de secours du Tarn a demandé à ce qu'il n'y ait qu'une seule réserve incendie sur le parc.

Toutefois l'exploitant n'a pas déposé de porter à connaissance concernant cette modification des conditions d'exploitation de l'installation avant la mise en service.

Le II de l'article R 181-46 dispose que "Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation."

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de déposer un porter à connaissance relatif à cette modification.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois